



COMMUNE DE CASTELNAU-DE-MÉDOC

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX
PROCÉDURE ADAPTÉE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Maître d'Ouvrage, Pouvoir Adjudicateur

Commune de CASTELNAU DE MEDOC
33480 CASTELNAU DE MEDOC

Objet de la consultation

Accord Cadre 2017 – 2020
Travaux de voirie et assainissement pluvial

Montant maximum TTC : 2 400 000 € TTC (sur 4 ans)

MAÎTRISE D'ŒUVRE :



EDANLO Ingénierie

9 Rue du Général Delestraint
33310 LORMONT

picard.edanlo@gmail.com / 06 51 59 56 90

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 - <i>Objet du marché - Définition</i>	<i>3</i>
1.2 - <i>Forme du marché. Tranches et lots</i>	<i>4</i>
1.3 - <i>Pièces constitutives du marché</i>	<i>4</i>
1.4 - <i>Cautionnement et retenue de garantie</i>	<i>4</i>
1.5 - <i>Assurances</i>	<i>5</i>
ARTICLE 2 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	5
2.1 - <i>Contenu et caractère de prix</i>	<i>5</i>
2.2 - <i>Rémunération de l'entrepreneur</i>	<i>6</i>
2.3 - <i>Constatations et constats contradictoires</i>	<i>7</i>
2.4 - <i>Modalités et règlement des comptes</i>	<i>8</i>
2.5 - <i>Ouvrages et travaux non prévus au marché</i>	<i>8</i>
2.6 - <i>Augmentation de la masse des travaux.....</i>	<i>8</i>
ARTICLE 3 - DÉLAIS	9
3.1 - <i>Délais d'exécution.....</i>	<i>9</i>
3.2 - <i>Pénalités et primes</i>	<i>9</i>
ARTICLE 4 - REALISATION DES OUVRAGES	10
4.1 - <i>Provenance, Qualité, Contrôle et prise en charge des matériaux et produits</i>	<i>10</i>
4.2 - <i>Implantation des ouvrages</i>	<i>11</i>
4.3 - <i>Préparation, coordination et exécution des travaux</i>	<i>11</i>
4.4 - <i>Organisation – Sécurité et hygiène des chantiers</i>	<i>11</i>
4.5 - <i>Signalisation de chantier</i>	<i>13</i>
4.6 - <i>Dégradation causées aux voies publiques</i>	<i>13</i>
4.7 - <i>Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....</i>	<i>13</i>
ARTICLE 5 - RECEPTION ET GARANTIE	13
5.1 - <i>Procédure de réception</i>	<i>13</i>
5.2 - <i>Documents fournis après exécution.....</i>	<i>14</i>
5.3 - <i>Opérations préalables à la réception</i>	<i>14</i>
5.4 - <i>Délais de garantie.....</i>	<i>14</i>
5.5 - <i>Garantie particulière</i>	<i>14</i>
ARTICLE 6 - RESILIATION DU MARCHÉ – INTERRUPTION DES TRAVAUX	15
6.1 - <i>Résiliation du marché – Ajournement et interruption des travaux</i>	<i>15</i>
6.2 - <i>Redressement ou liquidation judiciaire.....</i>	<i>15</i>
6.3 - <i>Règlement des litiges.....</i>	<i>15</i>
6.4 - <i>Dérogation et modifications du CCAG</i>	<i>15</i>

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché - Définition

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent l'accord cadre de travaux de voirie et d'assainissement pluvial à réaliser sur le territoire de la Commune de Castelnau-De-Médoc, désignée comme « Pouvoir Adjudicateur ».

Les descriptions des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le C.C.T.P. et le bordereau de prix.

La personne chargée par le pouvoir adjudicateur de diriger et contrôler l'exécution des travaux est M. Grégory PICARD, de la société EDANLO, en qualité de Maître d'Œuvre.

Les travaux pourront être réalisés par une entreprise unique ou un groupement d'entreprises. L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à des "sous-traitants". L'acceptation du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur ne peut être réalisée qu'après fourniture d'un acte spécial signé de l'ensemble des parties. Le mandataire reste responsable de toutes les obligations résultant du marché.

A défaut dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites au siège du pouvoir adjudicateur, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au pouvoir adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Tout marché ou avenant, toutes modifications ou prescriptions spéciales complémentaires au marché sera notifié à l'entrepreneur daté et signé par le pouvoir adjudicateur ou le Maître d'Œuvre. L'entrepreneur est tenu d'accuser réception sans délai des notifications qui lui sont adressées.

Les ordres de service sont datés, numérotés et signés par le Maître d'Œuvre. Ils sont adressés à l'entreprise en 3 exemplaires. Celui-ci renverra au Maître d'Œuvre 2 exemplaires signés et datés du jour de la réception. Toute réserve aux prescriptions d'un ordre de service doit être faite par écrit par l'entrepreneur au Maître d'Œuvre, dans un délai de 15 jours maximum après sa notification, sous peine de forclusion.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commande signées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation au 5.3 du CCAG, les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du Lundi au Vendredi, par mail. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de 48 h par renvoi par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception.

Chaque bon de commande précise :

- les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux,
- la désignation des prestations (catégorie / nature),
- la quantité commandée par catégorie / nature,
- les prix unitaires et/ou forfaitaires,
- le montant par catégorie / nature de prestations,
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC,
- les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages,
- les mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la Santé (SPS),

- les ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une prise de possession anticipée par le Maître d'Ouvrage,
- les ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une mise à disposition,
- les documents à fournir après exécution ainsi que les modalités de leur remise,
- le mode de conditionnement,
- le mode de transport,
- le lieu d'exécution et la zone géographique concernée,
- le délai d'exécution,
- la référence du marché.

1.2 - Forme du marché. Tranches et lots

Ce présent marché est un marché selon la procédure adaptée (MAPA).

Il est soumis aux dispositions de la réglementation applicable en termes de marchés publics.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches. L'opération de travaux n'est pas allotie.

1.3 - Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

a - Pièces particulières :

- Acte d'engagement ou marché proprement dit.
- Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).
- Bordereau des prix dûment complété par l'entreprise.
- Mémoire technique à fournir par l'entreprise.

b - Pièces générales : (non jointes au marché)

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Travaux (C.C.A.G.) approuvé par décret n° 76-87 du 21 Janvier 1976 (JO du 30 Janvier 1976). Modifié par décret n°76-625 du 5 Juillet 1976 ; décret n° 81-99 du 3 Février 1981 ; décret n°81-271 du 18 Mars 1981 ; décret n° 86-447 du 13 Mars 1986 ; décret n° 91-472 du 14 Mai 1991.
- Les fascicules du C.C.T.G. et les Documents Techniques Unifiés en vigueur relatifs aux travaux du présent marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

1.4 - Cautionnement et retenue de garantie

Conformément à la réglementation en vigueur, il est prévu une retenue de garantie sur acomptes de 5 %.

Celle-ci peut être remplacée par une garantie à première demande. Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La mise en œuvre d'une caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie est interdite.

1.5 - Assurances

L'entrepreneur, ainsi que les cotraitants et les sous-traitants désignés dans le marché, doivent être titulaires d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil, ainsi que d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des travaux.

ARTICLE 2 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

2.1 - Contenu et caractère de prix

2.1.1 – Contenu des prix

Les prix du marché sont indiqués hors T.V.A. conformément à l'article 10.1 du C.C.A.G. Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant des travaux, y compris celles qui résultent des intempéries et phénomènes naturels lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites spécifiées au présent C.C.A.P., ainsi que de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature.

Dans le cas d'un marché passé avec des entreprises groupées ou en sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle exercé par le mandataire.

2.1.2 – Décomposition et sous-détails de prix

(Marché à prix unitaires)

Les ouvrages faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires. La détermination des sommes dues s'obtient en multipliant les prix unitaires par les quantités réellement exécutées.

2.1.3 – Variation dans les prix

Les prix du marché sont actualisables selon les modalités décrites ci-dessous.

Mois d'établissement des prix du marché :

Ces prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent le mois de remise des offres ; ce mois est appelé mois "zéro".

index	N° de prix
TP 08	Routes et aérodromes avec fourniture (sauf fourniture et repandage d'enrobés)
TP 09	Travaux d'enrobés (fabrication et mise en œuvre)

Choix de l'index de référence :

En raison de leur structure, pour la révision du montant des travaux faisant l'objet du marché, l'index ou les index de référence seront choisis parmi les index nationaux Travaux Publics suivants :

Ces index sont publiés sur le site internet de l'INSEE : <http://www.indices.insee.fr>

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Les primes, pénalités, retenues et indemnités sont révisées avec le premier index défini dans le tableau ci-dessus.

index	N° de prix
TP 08	du prix n° 1.01 au prix n° 4.15 du prix n° 4.22 au prix n° 6.04
TP 09	du prix n° 4.16 au prix n° 4.21 (inclus)

Modalités de révisions des prix :

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule:

$$C_n = 0,15 + 0,85 * \frac{I_n}{I_o}$$

dans laquelle :

- I_o = valeur de l'index du mois du jour fixé pour la remise des offres,
- I_n = valeur de l'index du mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En complément à l'article 10.44 du CCAG, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

2.2 – Rémunération de l'entrepreneur

2.2.1 – Travaux en régie

Pour l'exécution de travaux accessoires à ceux prévus au marché, et dans la limite de 3 % du montant du marché, l'entrepreneur propose à l'accord du Maître d'œuvre une estimation tenant compte des travaux, indemnités, charges et taxes à prévoir. Le règlement de ces travaux doit rester en accord avec l'article 11.3 du C.C.A.G. Ces travaux feront l'objet d'une confirmation écrite du pouvoir adjudicateur.

2.2.2 – Avances

Si le marché est inférieur à 50 000 € HT, aucune avance ne sera accordée.

Dans le cas d'un marché d'un montant supérieur à 50 000 € HT, il pourra être demandé au titulaire du marché de renoncer au versement de cette avance.

2.2.3 – Intérêts moratoires

Les prestations objet du présent marché seront payées dans le délai global de paiement de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par la personne publique.

Le taux des intérêts moratoires dû en cas de défaut de paiement dans les délais prévus, est celui de l'intérêt global en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 2 points.

Il est dérogé à la totalité des articles 11.7, 13.231, 13.431 et 13.54 du CCAG Travaux. Pour l'application de l'article 13.5.1 du CCAG Travaux, le terme paiement est substitué à celui de mandatement.

2.2.4 – Paiement des cotraitants et des sous-traitants

Les sous-traitants éventuels seront désignés dès la conclusion du marché dans l'acte d'engagement de l'entreprise ou au plus tard avant la demande de premier acompte.

Les demandes d'agrément des sous-traitants sont soumises à l'accord du pouvoir adjudicateur.

L'agrément des sous-traitants nécessite un acte spécial indiquant :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison sociale et l'adresse,
- les modalités de versement des acomptes.

Les sous-traitants devront fournir un dossier administratif complet conforme au D.C.E.

Les travaux exécutés par des sous-traitants désignés dans le marché sont payés directement à ceux-ci dans les conditions de la réglementation en termes de marchés publics et selon les modalités fixées par l'Acte spécial de sous-traitance.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les sous-traitants auxquels le marché n'assigne pas un lot, le titulaire joint, en double exemplaire, au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision de prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclus la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en 2 ex. au projet du décompte signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance en indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

2.3 – Constatations et constats contradictoires

L'entrepreneur adressera au Maître d'Œuvre, au fur et à mesure de l'exécution des ouvrages les attachements figurés ou écrits de ces ouvrages.

Ces constatations seront vérifiées sur place, contradictoirement et le constat de vérification sera signé du Maître d'Œuvre ou de son représentant et de l'entrepreneur.

Si l'entrepreneur, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est censé accepter sans réserve le constat qu'il en résulte.

L'entrepreneur est tenu de demander en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour les prestations qui ne pourraient faire l'objet de constatations ultérieures,

notamment lorsque les ouvrages doivent se trouver par la suite cachés ou inaccessibles. A défaut, et sauf preuve contraire fournie par lui et à ses frais, il n'est pas fondé à contester la décision du Maître d'œuvre relative à ces prestations.

2.4 – Modalités et règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes, en particulier les décomptes mensuels, les acomptes mensuels et le décompte final sont celles de l'article 13 du C.C.A.G.

En cas de retard dans la remise d'un projet de décompte, et comme prévu aux articles 13.11 ; 13.32 et 20.3 du C.C.A.G, il est appliqué une pénalité de retard journalière dont le montant est fixé comme suit (par jour calendaire) :

- Pour les décomptes mensuels : $1 / 2000^{\text{ème}}$ de la différence entre le montant du décompte dont il s'agit et celui du décompte précédent.
- Pour le décompte final : $1 / 10000^{\text{ème}}$ du montant de ce décompte.

Ces pénalités sont appliquées après un ordre de service rappelant à l'entrepreneur ses obligations et sont calculées depuis la date limite fixée par cet ordre de service et jusqu'à la remise effective du projet de décompte attendu. Ce dernier est adressé en recommandé avec accusé de réception.

2.5 – Ouvrages et travaux non prévus au marché

Les prix des travaux ou ouvrages non prévus au marché feront l'objet soit d'un bordereau supplémentaire, soit d'un état supplémentaire des prix forfaitaires, signé des deux parties et annexé au marché. Si nécessaire, ils feront l'objet d'un avenant au marché.

2.5.1 – Prix non prévus au détail estimatif mais existant sur le bordereau des prix

Au cas où l'application de certains prix unitaires non prévus au détail estimatif s'avérerait nécessaire lors de l'exécution des travaux, il sera fait application des prix du bordereau joint au marché.

2.5.2 – Travaux hors bordereau

Les prix unitaires pour des ouvrages ou des travaux non prévus au marché et ne pouvant être établis en utilisant le bordereau des prix (ou en l'absence de bordereau des prix), feront l'objet d'un ordre de service notifiant à l'entrepreneur des prix provisoires, unitaires ou forfaitaire, pour le règlement des travaux. Ces prix provisoires arrêtés par le pouvoir adjudicateur, après consultation du Maître d'œuvre et de l'entrepreneur, seront obligatoirement assortis d'un sous-détail de prix unitaires ou d'une décomposition des prix forfaitaires. Ces prix provisoires deviendront définitifs par avenant au marché de travaux si, dans le délai de 1 mois, suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, l'entrepreneur n'a pas présenté d'observations au Maître d'œuvre.

2.6 – Augmentation de la masse des travaux

Les modalités de règlement des augmentations de la masse des travaux sont conformes à l'article 15 du C.C.A.G. On rappelle simplement les points suivants :

La "masse initiale" des travaux est celle prévue au marché, sans tenir compte des éventuels avenants.

L'entrepreneur est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché quelle que soit l'importance de l'augmentation de la masse des travaux pouvant résulter de sujétions

techniques ou d'insuffisances des quantités prévues.

Cependant, l'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter les travaux correspondant à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation des ouvrages, si la masse de ces travaux excède 10 % de la masse initiale. Il doit notifier ce refus par écrit au pouvoir adjudicateur.

Lorsque la masse des travaux exécutés atteint la masse initiale, l'entrepreneur doit arrêter les travaux tant qu'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre et indiquant le montant limite T.T.C. jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis. A cet effet, l'entrepreneur avisera le Maître d'œuvre par lettre recommandée un mois au moins à l'avance, de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale. A défaut, les travaux qui sont exécutés au-delà de la masse initiale ne sont pas payés.

Lorsque le montant des prestations exécutées atteindra le montant fixé au marché, la poursuite éventuelle de l'exécution des prestations sera ordonnée par un avenant ou par une décision de poursuivre du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 3 - DÉLAIS

3.1 – Délais d'exécution

3.1.1 – Cas général

Les travaux seront exécutés dans le délai global de réalisation précisé dans chaque bon de commande.

3.1.2 – Prolongation de délais

En vue de l'application du deuxième alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G., les délais d'exécution seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels définis ci-après dépassera son intensité limite.

NATURE du phénomène	Intensité limite	Durée limite
Pluie	20 mm/h	20 minutes
Gel	- 3°	4 heures

En cas de contestation, les données de la station de la météorologie nationale la plus proche du chantier seront prises en compte.

3.2 – Pénalités et primes

Tout retard non justifiable sur le délai fixé pour l'exécution de la phase préparatoire fera l'objet d'une pénalité journalière d'un montant forfaitaire de 500 € H.T. par jour calendaire de retard.

Des justifications par écrit seront demandées au titulaire dans un délai de 8 jours.

Le maître d'ouvrage décidera ensuite d'appliquer les pénalités selon les motifs apportés.

Tout retard non justifié sur le délai fixé pour l'exécution des travaux prévues au marché donnera lieu à une pénalité de 1/1000^{ème} du montant H.T. du marché par jour calendaire de retard, sans préjudice de

l'application des articles 46 et 49 du C.C.A.G. sur la résiliation des marchés.

Les montants de ces pénalités ne sont pas plafonnés et s'appliquent de fait sans mise en demeure préalable de l'entreprise après simple constatation du retard par le Maître d'œuvre (article 20.1 du CCAG).

Les pénalités pour retard dans la remise des décomptes sont définies à l'article 10 du C.C.A.P.

En application de l'article 20.6 du C.C.A.G, il est prévu une retenue provisoire de 10 % sur les sommes dues à l'entrepreneur pour garantir la remise des plans et des documents conformes à l'exécution prévus à l'article 23 du C.C.A.P. Cette retenue est appliquée sur le dernier décompte mensuel, sans mise en demeure préalable et n'est payée qu'après remise complète des documents.

Dans le cas où ces documents conformes à l'exécution ne seraient pas remis dans un délai de deux mois après la date des opérations préalables à la réception, cette retenue serait transformée après mise en demeure en pénalité de 150 € H.T. par jour à compter de cette date des opérations préalables.

Dans ce cas, les articles 20.4 et 20.5. du C.C.A.G. s'appliquent.
Il n'est pas prévu de prime d'avance.

ARTICLE 4 - REALISATION DES OUVRAGES

4.1 – Provenance, Qualité, Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

4.1.1 – Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur où n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou dérogé aux dispositions des dites pièces.

Dans son offre, le soumissionnaire devra indiquer toutes les provenances de ses matériaux. Le terme de "ou similaire" n'est pas admis.

4.1.2 – Achat éthique des produits et matériaux

Le titulaire du marché s'engage à acheter des produits qui ont été fabriqués dans des conditions de production satisfaisantes et non contraires aux conventions internationales reconnues.

Le titulaire devra à cet effet produire, avant la mise en place des produits concernés, un certificat attestant que les fournitures bénéficient d'un label de qualité sociale de production ou répondent à des conditions équivalentes.

Dans le cas de retard dans la fourniture de ces certificats les pénalités prévues dans le présent CCAP pourront être appliquées.

4.1.3 – Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sauf indication contraire précisée au D.C.E., l'entrepreneur fait son affaire de la recherche des carrières, lieux d'emprunt et de dépôt.

4.1.4 – Caractéristiques - Qualité - Vérifications - Essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et de C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux et produits à utiliser dans les travaux, ainsi que

les modalités et leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

4.2 – Implantation des ouvrages

4.2.1 – Piquetage général

Le piquetage général sera effectué contradictoirement avant le commencement des travaux pour la totalité des ouvrages.

Le C.C.T.P. précise les dérogations éventuelles à apporter au C.C.A.G. ou au C.C.T.G.

4.2.2 – Piquetage spécial des ouvrages souterrains et enterrés

Il appartiendra à l'entrepreneur, et non au pouvoir adjudicateur ou au Maître d'Œuvre, de recueillir toutes informations sur la nature et la position des ouvrages souterrains ou enterrés en vue de leur report sur le terrain par un piquetage spécial. L'entrepreneur doit se renseigner auprès de l'ensemble des concessionnaires à l'aide des D.I.C.T.

4.3 – Préparation, coordination et exécution des travaux

4.3.1 – Période de préparation – Programme d'exécution

Il est fixé une période de préparation. Sa durée est fixée dans chaque bon de commande. Au cours de cette période, il sera procédé par l'entrepreneur aux opérations décrites au CCTP.

4.3.2 – Plans d'exécution – Notes de calculs – études de détail

Les dessins complémentaires des ouvrages spéciaux sont établis par l'entrepreneur et soumis à l'approbation du Maître d'œuvre dans le mois qui suit la notification du marché. Les dossiers ainsi constitués sont fournis en 3

4.4 – Organisation – Sécurité et hygiène des chantiers

4.4.1 – Installations de chantier

Outre les stipulations du C.C.T.P. en matière d'organisation, de sécurité et d'hygiène des chantiers (articles 31 à 35 du C.C.A.G.), il est précisé que :

- l'entrepreneur mettra à la disposition du Maître d'œuvre, un bureau de chantier avec le mobilier nécessaire pour l'étude de plans et la rédaction de notes et rapports,
- les entreprises intervenantes doivent s'attacher à maintenir la propreté du site pendant les travaux et, à son départ, à laisser l'emplacement de son intervention dans un état au moins aussi bon qu'à son arrivée. Ce souci doit s'étendre à la protection des sols (couches arables, prévention des ravinements), des plantations et des voies existantes,
- l'entreprise devra immédiatement signaler au Maître d'œuvre tout incident pouvant porter atteinte à l'environnement (pollution, dégradation,...) et devra en outre, dans cette éventualité, prendre les mesures d'urgence appropriées en vue de minimiser les conséquences d'une pollution sur l'environnement. Elle prendra toutes les mesures pour assurer un stockage dans de bonnes conditions pour les produits dangereux ou toxiques,
- les déchets solides et emballages doivent être triés et évacués par l'entreprise. Les feux sont strictement interdits.

4.4.2 – Lieux de dépôts

L'entrepreneur se procure à ses frais et risques les terrains et autorisation en vue d'y déposer les déblais en excédent.

4.4.3 – Organisation, hygiène et sécurité du chantier

Le chantier est soumis aux dispositions du Code du Travail et en particulier à la Loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 et de ses décrets d'application n° 94-1159 du 26 Décembre 1994 et n° 2003-68 du 24 Janvier 2003 définissant l'organisation de la sécurité sur les chantiers de bâtiment et de génie civil

Le Coordonnateur Sécurité investi par le Maître d'Ouvrage, en application de la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 et des décrets d'application n° 94-1159 du 26 Décembre 1994 et n° 2003-68 du 24 Janvier 2003 qui définissent l'organisation de la sécurité sur les chantiers de bâtiments et de génie civil, sera désigné ultérieurement.

Le chantier relevant de la catégorie III, L'entrepreneur est tenu dans ce cadre :

- à l'établissement du P.P.S.P.S simplifié (ou PPSPS dans l'éventualité d'un risque particulier au sens de l'Art. L 235.6 du Code du Travail)
- à coopérer avec le Coordonnateur suivant les modalités précisées ci-après
- à informer tout sous-traitant présent des conditions d'organisation du chantier. Le contrat de sous-traitance mentionne le cas échéant l'obligation pour le sous-traitant d'élaborer un P.P.S.P.S.

L'entrepreneur supportera toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Il devra supporter toutes les sujétions relatives à la mise en place et au fonctionnement de son matériel, sans pouvoir ne réclamer aucune indemnité pour quelque cause que ce soit, sauf cas de force majeure dûment justifié.

L'entrepreneur devra satisfaire à toutes les charges et prescriptions de police en vigueur. Pendant l'exécution des travaux l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la circulation sur les routes et chemins, l'accès aux propriétés, l'écoulement des eaux pluviales et ménagères. Il sera d'autre part responsable des dommages qui pourraient être causés aux tiers par sa négligence, son imprévoyance, par une insuffisance de moyens ou par fausse manœuvre.

4.4.4 – Permission de voirie – Autorisation de passage en terrain privé

Les dossiers de permission de voirie, ainsi que les dossiers d'utilisation et franchissement d'ouvrages seront établis par l'entrepreneur et fournis au Maître d'œuvre avec le dossier d'exécution. Le Maître d'œuvre se chargera d'obtenir les autorisations administratives correspondantes.

Par contre, la recherche des autorisations de passage en terrain privé sera assurée par l'entrepreneur, avec le concours du pouvoir adjudicateur et éventuellement du Maître d'œuvre.

A l'issue des travaux, en même temps que les plans de récolement des ouvrages, l'entrepreneur remettra au Maître d'œuvre la série des autorisations de passage recueillies et répertoriées sur les plans parcellaires où figureront dans leur parcelle, le nom, l'adresse des propriétaires ayant subi les servitudes de passage. L'entrepreneur pourra se procurer des modèles des autorisations de passage auprès du

Maître d'œuvre.

4.5 – Signalisation de chantier

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée par l'entrepreneur, sous sa responsabilité et à ses frais, y compris pour les feux de circulation.

4.6 – Dégradation causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34 du C.C.A.G., si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est supportée intégralement par l'entrepreneur, sans préjuger des sanctions pénales en cas d'infraction à des dispositions réglementaires. Il appartiendra à l'entrepreneur de demander éventuellement un état des lieux préalable de la voirie qu'il désire emprunter à l'Administration compétente.

4.7 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages en cours de travaux sont effectués conformément aux prescriptions du C.C.T.G. et du C.C.T.P.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter des essais et contrôles en sus de ceux définis au marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés en dépenses contrôlées,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 5 - RECEPTION ET GARANTIE

5.1 – Procédure de réception

L'entrepreneur avise par écrit le Maître d'Œuvre de la date à laquelle il estime que les travaux sont achevés.

Dans un délai de 20 jours après réception de la demande écrite de l'entrepreneur ou de la date d'achèvement des travaux, le Maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages. L'entrepreneur est convoqué à ces opérations, le Pouvoir adjudicateur peut y assister ou s'y faire représenter.

Ces opérations préalables font l'objet d'un procès-verbal signé par les présents et pouvant comporter des réserves.

Le Maître d'œuvre propose au pouvoir adjudicateur la réception avec ou sans réserve et la date d'achèvement des travaux.

Au vu du procès-verbal, le pouvoir adjudicateur décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. Si elle prononce la réception, elle fixe la date qu'elle retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée à l'entrepreneur dans les quarante-cinq jours suivant la date du procès-verbal.

Lorsque la réception est assortie de réserves, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections et

malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur ou en l'absence d'un tel délai dans les 3 mois maximum après les opérations préalables à la réception.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur.

Toute prise de possession des ouvrages par le Pouvoir adjudicateur doit être précédée de leur réception. En particulier, en complément à l'article 41.8 du C.C.A.G., l'entrepreneur restera responsable des conséquences d'une prise de possession anticipée s'il n'a pas pris les mesures nécessaires pour empêcher une telle prise de possession.

5.2 – Documents fournis après exécution

Indépendamment des documents que l'entrepreneur est tenu de fournir au titre de l'article 29 du C.C.A.G. complété par l'article 4 du C.C.A.P., et par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G., l'entrepreneur remet au Maître d'Œuvre les documents spécifiés au C.C.T.P. au plus tard 2 jours francs avant la date prévue pour les opérations préalables à la réception.

Ces documents concernent notamment les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les plans et autres documents conformes à l'exécution.

La non remise de ces documents lors des opérations préalables entraîneront une réception éventuelle, prononcée avec réserves, et l'application des pénalités prévues à l'article 14 du C.C.A.P.

5.3 – Opérations préalables à la réception

Le C.C.T.P. précise le cas échéant les opérations complémentaires à l'article 41.2 du C.C.A.G. nécessaire pour prononcer la réception des ouvrages.

5.4 – Délais de garantie

Pour tous les travaux, le délai de garantie sera de un an à compter de la date d'effet de la réception.

Les obligations de l'entrepreneur dites "obligation de parfait achèvement" sont précisées à l'article 44.1 et 44.2 du C.C.A.G.

Les travaux de génie civil à entreprendre devront impérativement faire l'objet et être couverts par une assurance décennale en cours de validité.

5.5 – Garantie particulière

Si l'entrepreneur propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, il garantit le pouvoir adjudicateur contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures, mis en œuvre sur sa proposition pendant le délai de cinq ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai la tenue des matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisantes, à les remplacer à ses frais sur simple demande du Maître d'œuvre, par les matériaux et fournitures similaires et répondant aux besoins du marché.

ARTICLE 6 - RESILIATION DU MARCHÉ – INTERRUPTION DES TRAVAUX

6.1 – Résiliation du marché – Ajournement et interruption des travaux

La résiliation du marché, l'interruption ou l'ajournement des travaux peuvent être demandés par le pouvoir adjudicateur ou l'entrepreneur dans les conditions et les formes prévues par les articles 46, 47 et 48 du C.C.A.G.

6.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 47.3 du C.C.A.G. Travaux, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur, si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

6.3 – Règlement des litiges

Le règlement des différends et litiges éventuels sera poursuivi conformément aux articles 49 et 50 du C.C.A.G.

6.4 – Dérogation et modifications du CCAG

Le tableau ci-dessous indique les articles du C.C.A.P. qui complètent, modifient ou dérogent aux articles du C.C.A.G. travaux.

Articles du C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G.
1.1	5.3
2.1	10.4 et 11.6
4.6	34
5.1	41.1 et 41.3 à 41.8
5.2	40
5.3	41.2
6.2	47.3

Les articles du C.C.A.G. qui ne sont pas complétés, modifiés ou dérogés par le présent C.C.A.P. s'appliquent.

(Cachet et signature)
(De ou des entreprise(s))